

Embargo: 20.01.2023, 19.00 heures

Souveraineté, Etat de droit, démocratie – en chute libre

Comment sortir la Suisse de cette impasse

**Discours de l'Albisgüetli du 20 janvier 2023, prononcé à l'occasion du
35^e Congrès de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de Zurich
à la maison de tir de l'Albisgüetli à Zurich**

par Christoph Blocher, anc. conseiller national, anc. conseiller fédéral

La version écrite est disponible dès le 20 janvier 2023 à 19 heures sur
www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch, www.svp.ch.

La vidéo du discours peut être suivie en direct le 20 janvier 2023 dès 19 heures sur
www.blocher.ch, www.svp-zuerich.ch, www.svp.ch.

La version écrite et la version orale du discours font foi. L'orateur se réserve le droit
de s'écarter fortement du manuscrit.

Table des matières

I.	L'esprit de 1848.....	3
II.	Dans une impasse.....	4
III.	La voix des pères fondateurs.....	9
IV.	Valeurs communes.....	11
V.	Que faut-il faire?.....	12
VI.	Elections zurichoises.....	17

Monsieur le Président du parti UDC du canton de Zurich,
Mesdames et Messieurs les Conseillers d'Etat,

Monsieur le Conseiller fédéral et Collègue de parti Albert Rösti, nouveau chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, soyez le bienvenu à l'Albisgüetli!

Et merci d'être venu à la place d'Alain Berset, président de la Confédération, qui s'est malheureusement excusé. Vous êtes d'autant plus bienvenu ici.

Je souhaite également une cordiale bienvenue à Ueli Maurer qui était notre ministre des finances il y a encore un mois.

Bienvenue au club des anciens conseillers fédéraux UDC, cher Ueli! Tu te sentiras bien chez nous puisque nous sommes entre Bernois: Adolf Ogi, de Kandersteg tout comme Albert Rösti, Ueli Maurer, bourgeois d'Adelboden, et Christoph Blocher, bourgeois de Schattenhalb dans le Haslital.

Mesdames et Messieurs chargés de fonctions diverses et Chers Amis politiques,
Chères Concitoyennes et Chers Concitoyens du reste de la Confédération,
Chers Amis de la Suisse romande,
Cari amici della Svizzera italiana,
Fidels amis da la Svizra rumantscha,
Mesdames et Messieurs!

I. L'esprit de 1848

2023 est une année particulière: nous fêtons le 175^e anniversaire de notre Constitution fédérale suisse. Oui, l'an 1848 a été marqué par le renouvellement et la confirmation de l'acte de fondation, le Pacte fédéral de 1291. Cette Constitution fédérale était l'œuvre des libéraux de l'époque, donc de l'actuelle UDC et de l'actuel PLR. Nous formions alors un seul parti.

En 1917, l'UDC zurichoise s'est séparée du Parti radical, suivie un an plus tard par l'UDC bernoise. Mais aujourd'hui encore l'UDC et le PLR forment les deux grands partis de droite au niveau national. Vous le voyez bien: l'UDC et le PLR ont les mêmes grands-parents. Voilà qui explique pourquoi nous sommes si gentils avec les libéraux-radicaux. Il faut être correct envers ses grands-parents!

En 1848, il y a donc 175 ans, nous avons en tant que parti unique la force de créer la Constitution fédérale suisse, base d'un Etat de droit indépendant, démocratique, fédéral, neutre et libéral. Le seul Etat d'Europe sans monarque, sans empereur, sans roi ni prince. Une réalisation et un succès uniques au monde!

Aujourd'hui, en 2023, tout le monde est d'accord sur ce point: garante de liberté et de sécurité, la Constitution fédérale de 1848 est à la base de la prospérité suisse, aujourd'hui la plus élevée du monde, d'une stabilité admirée partout, d'une grande sécurité et de l'exceptionnelle période de paix dont a joui notre pays.

Toutes les formations politiques de ce pays louent l'importante œuvre constitutionnelle de 1848, mais certains milieux n'hésitent pas à en abuser à leurs propres fins.

Cependant, Mesdames et Messieurs, posons-nous la question suivante après 175 ans: qu'en est-il aujourd'hui de cette œuvre formidable qu'est notre Constitution fédérale? Qu'en est-il

- de l'indépendance de la Suisse,
- de l'Etat de droit suisse,
- de l'exceptionnelle démocratie suisse,
- de la neutralité suisse,
- des droits fondamentaux, par exemple le droit de la propriété ou de la libre expression des opinions?

Qu'en est-il aujourd'hui des piliers du succès suisse ou, pour parler dans le langage des managers, qu'en est-il de nos facteurs de succès?

Qu'a fait la politique en 175 ans de l'héritage des pères de la Constitution fédérale de 1848?

II. Dans une impasse

Disons-le sans ambages, comme c'est la coutume au congrès de l'Albisgüetli: la politique de centre-gauche a massivement affaibli les valeurs élevées qui ont fait la force de la Suisse. Oui,

- l'indépendance,
- l'Etat de droit,
- la démocratie,
- la neutralité,
- et les droits fondamentaux

sont en chute libre.

Faute d'une correction massive du cap, ces valeurs seront bientôt définitivement perdues.

L'UDC se bat certes depuis trente ans pour une Suisse souveraine et libérale. Par le biais à divers verdicts populaires nous avons pu empêcher que la Suisse entre dans l'UE. Mais entre-temps notre indépendance a été à tel point compromise par la reprise de lois inappropriées et la conclusion d'accords nuisibles que nous ne parvenons plus à résoudre les problèmes de notre pays.

Le constat d'Ueli Maurer est parfaitement juste: la Suisse et avec elle l'UDC sont dans une impasse.

Voici un exemple pour illustrer ce propos:

- l'UDC a tenu au début de cette année son traditionnel séminaire de Bad Horn sur le thème de l'immigration.
Le résultat d'une analyse détaillée de la situation est évident: chacun peut constater l'ampleur des problèmes d'une Suisse à 9 millions d'habitants: écoles, hôpitaux, médecins, personnel soignant, transports, logements, terres agricoles, agitations, agressions dans les rues, centres d'asile, électricité, énergie, surexploitation du pays et des gens. Nous nous sommes engagés dans un cul-de-sac. Tout le monde veut en sortir, mais personne ne sait comment. Curieusement, même les médias, pris d'une inquiétude soudaine, commencent à lancer des mises en garde. On cherche à se calmer, mais sans y parvenir.
- la situation en Suisse n'est pas encore (!) aussi grave que celle prévalant en Allemagne, nous dit-on. Pourtant, malgré des naturalisations en masse, la proportion d'étrangers est deux fois plus élevée en Suisse qu'en Allemagne. La population et les médias se rendent enfin compte de ce problème lancinant.
- les responsables de l'administration fédérale et le Conseil fédéral se répandent en explications verbeuses pour conclure qu'il n'y a rien à faire. La Suisse est contrainte par des conventions et des règles internationales, par des accords avec l'UE, notamment l'accord de Schengen/Dublin, par la Convention des droits de l'homme. Ligotés par des traités internationaux, nous ne sommes plus capables de régler nos problèmes.
- le législateur suprême de la Suisse, donc le peuple, a certes introduit dans la Constitution fédérale et dans diverses lois des mandats et des instruments clairement formulés pour empêcher cet afflux migratoire qui inonde la Suisse. Mais voilà: on ne veut et on ne peut pas les appliquer. Il y a pourtant l'initiative contre l'immigration de masse que le peuple et les cantons ont acceptée. Elle a inscrit noir sur blanc dans la Constitution fédérale que la Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire. Il y a aussi l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels. Il y a la législation sur l'asile qui vise à empêcher les abus du droit d'asile. Tout cela est impraticable à cause du droit international, nous dit-on. Notons-le bien: uniquement à cause du droit international non impératif!
- on a miné l'indépendance de la Suisse; on a ignoré les piliers de notre Etat que sont l'indépendance, l'Etat de droit et la démocratie, autant de principes ancrés dans la Constitution et dans les lois pour protéger les citoyens.

- oui, nous sommes vraiment pris dans un cul-de-sac – non seulement en matière d'immigration, mais aussi en politique énergétique, en politique européenne, en politique de l'éducation, etc., etc.

Il faut que nous en sortions.

Mais comment sortir de ce sac étroit? C'est simple: il faut l'ouvrir à coups de couteau et le vider de tous les détritrus qu'il contient.

- Un chef d'une entreprise moyenne m'a dit récemment: "L'année 2022 était une des pires en termes d'interventions et de chicaneries étatiques. Les règles qu'on nous impose en matière de protection de l'environnement, de personnel, de comptabilité sont presque impossibles à appliquer." Puis il a insisté: "Ne faites donc pas de nouvelles lois pour prétendument améliorer la situation. Vous l'aggravez à chaque fois. Les prescriptions et restrictions que nous impose une armée croissante de fonctionnaires et de politiciens professionnels ne sont plus supportables."

Il a raison: il faut vider le sac de son détritrus et ne pas y en ajouter de nouveau!

Nous n'avons pas besoin de plus de lois, mais nous avons besoin de responsables qui assument réellement leurs tâches, leur mandat. Donc, qui font enfin ce qui est prescrit. Aujourd'hui, ils font ce qu'ils veulent au lieu de faire ce qu'ils doivent faire.

Mesdames et Messieurs, des élections fédérales auront lieu cet automne. La question de fond à laquelle devront répondre les citoyennes et les citoyens est la suivante: êtes-vous prêts à sortir la Suisse du cul-de-sac dans lequel elle est prise? Etes-vous prêts à débarrasser ce sac de tout le détritrus qu'il contient?

La gauche, donc les socialistes et les verts, et ses nombreux comparses ont miné les piliers érigés par notre exceptionnelle Constitution fédérale.

Non seulement l'indépendance nationale et l'Etat de droit, mais aussi la démocratie sont foulés aux pieds. Les décisions populaires ne sont pas appliquées. Résultat: le peuple perd confiance et ne se rend plus aux urnes. L'association des bureaucrates inconscients de leurs devoirs prend le pouvoir avec un nombre croissant de fonctionnaires et de politiciens professionnels.

Il ne sert à rien de fêter le 175^e anniversaire de la Constitution fédérale tout en se moquant de celle-ci.

La neutralité qui a fait ses preuves et qui est garantie par la Constitution fédérale est ignorée par la classe politique. Instrument formidable qui nous a protégés durant plus de deux siècles contre des guerres, base des traditionnels bons offices de la Suisse, de la médiation pour la paix, de l'aide humanitaire et des activités de la Croix rouge internationale, la neutralité permanente, armée et globale passe à la trappe quasiment du jour au lendemain.

Le pire est que ce choix ne se fonde pas sur une analyse sérieuse et une décision politiquement valable, mais résulte de pressions internationales, notamment des Etats-Unis d'Amérique, de l'UE et des partisans suisses de l'UE. Sans réfléchir on s'est rallié aux sanctions de l'UE contre une partie en guerre. Une fois de plus on nous dit qu'on ne peut pas agir autrement. La majorité des politiciens et toute l'administration agissent ainsi – de tout cœur et sans trop écouter leur raison. Ils n'ont pas la force de défendre les valeurs indépendantes de la Suisse; ils n'ont ni amour-propre, ni courage. On suit l'UE en laissant le peuple suisse payer l'addition de cette mauvaise politique.

Cet abandon volontaire de la neutralité suisse nuit énormément à notre pays dans le monde entier.

Et qu'en est-il des droits fondamentaux que garantit la Constitution fédérale? Par exemple, la garantie suisse de la propriété? Les habitants d'origine russes de la Suisse en sont-ils soudainement privés? L'UE, les Etats-Unis et notamment l'Allemagne exigent de nous des expropriations sans aucune base légale. Adieu l'Etat de droit et la garantie de la propriété! Et c'est en Suisse que cela se produit! Il faut l'empêcher – en élisant les bonnes personnes aux niveaux cantonal et fédéral.

Qu'en est-il de la libre expression des opinions? Ce droit est essentiel dans une démocratie, surtout dans une démocratie directe. On nous chuchote à l'oreille: ne le dites pas à haute voix! Combien d'entre nous ont peur d'être qualifiés de racistes, de xénophobes, d'admirateurs de Poutine, de contestataires du changement climatique ou d'opposants forcenés à la vaccination, d'être critiqués et persécutés pour cela? En Suisse, on n'a plus le droit de dire ce qui est et ce que l'on pense. Le fait que la situation est semblable à l'étranger n'arrange rien, bien au contraire.

Mesdames et Messieurs, l'année 2023 sera peut-être la dernière occasion de redresser la barre.

La Suisse doit sortir du cul-de-sac dans lequel elle est coincée. Nous autres gens de l'UDC, nous devons faire en sorte que notre parti gagne pour que les choses changent.

Mais il ne s'agit pas de gagner pour obtenir des sièges, des postes lucratifs ou pour soigner sa propre réputation: nous devons remporter ces élections pour le bien de notre pays et de son peuple, pour sortir la Suisse de l'impasse. N'oubliez pas: moins les élus politiques et le parti pensent à eux, plus les électrices et électeurs pensent au parti et à ses politiciens.

Si l'UDC gagne, les autres partis ne pourront pas continuer sur la même voie. Ils commencent en effet à se rendre compte que les problèmes échappent désormais à tout contrôle.

Mais, Mesdames et Messieurs, si l'UDC perd, la Suisse perd. Alors, nous aurons

- une Suisse à 10 millions d'habitants;
- les étrangers criminels pourront continuer à se prélasser en Suisse;
- le monde entier demandera l'asile chez nous et sera accueilli à tort ou à raison. Même si leurs motifs de demander l'asile ne sont pas reconnus, les requérants pourront continuer de vivre en Suisse – comme jusqu'ici (sur les quelques 65'000 demandeurs admis provisoirement, donc qui devraient en fait rentrer chez eux, seuls 112 ont été renvoyés ces dernières années);¹
- les frontières suisses resteront sans protection alors qu'elles en auraient un urgent besoin;
- un nouveau traité de type colonial – qu'il s'agisse d'un accord EEE ou d'un accord-cadre – sera conclu si bien que le droit suisse sera aboli au profit du droit UE;
- des juges étrangers décideront en Suisse;
- les paysans et les artisans, les PME, toutes les entreprises seraient perdantes en cas d'échec de l'UDC;
- en revanche, les gagnants seraient les immigrés clandestins, les touristes criminels, les casseurs, les demandeurs d'asile qui viennent uniquement en Suisse pour profiter d'une vie meilleure;
- tout cela parce que les nombreux politiciens qui ne cherchent qu'à supprimer la Suisse seraient tranquillement entre eux.

Mesdames et Messieurs, écoutez donc les chansonnettes orchestrées par des agences de publicité et financées par l'économie de l'"Opération Libero", cette organisation qui veut pousser la Suisse dans l'UE. Ils osent s'appeler "Les enfants de 1848" – en réalité, des enfants pubertaires qui ont parfois traîné sur des bancs universitaires, mais qui sont trop paresseux pour examiner réellement l'année 1848. Ils se nomment complaisamment "patriotes constitutionnels" et ne savent pas ce qu'est la Constitution, ni ce qu'est un patriote.²

¹ Kari Kälin: 65'000 vorläufige Aufnahmen, nur 112 Aufnahmen, Nationalrätin fordert Bund zum handeln au (65'000 admissions provisoires, seulement 112 admissions, une conseillère fédérale invite la Confédération à agir, dans: Aargauer Zeitung, 25.11.2022, <https://www.aargauerzeitung.ch/schweiz/fluechtlinge-von-65000-wurden-nur-112-ausgeschafft-macht-der-status-vorlaeufige-aufnahme-fuer-asylsuchende-noch-sinn-ld.2375965?reduced=true>

² „Einbürgerungen sind Schikane“, Ameti und Pfister streiten über den Bundesstaat (Les naturalisations sont chicannières, Ameti et Pfister se disputent à propos de l'Etat fédéral), dans: „Sonntagsblick“, 1.1.2023, p. 2–5.

La dernière proposition lancée par ces milieux est de naturaliser tous les étrangers³ afin que la statistique puisse qualifier de suisses un plus grand nombre de criminels immigrés. Nous devrions offrir le droit de vote à ces personnes pour réduire statistiquement la proportion d'étrangers vivant en Suisse.

III. La voix des pères fondateurs

Mesdames et Messieurs, la Constitution fédérale de 1848 est avant tout un exceptionnel acte de souveraineté. La Suisse en avait définitivement assez des constantes immixtions de l'étranger dans ses affaires intérieures. Pendant près de cinquante ans la Suisse a tenté de se donner une forme étatique indépendante de l'étranger. A certaines époques quatre armées étrangères sévissaient sur le territoire suisse. Cela jusqu'à ce que les Suisses en aient assez, qu'ils prennent leur sort en main et adoptent leur propre constitution. Cette décision appartenait à la Diète fédérale.

Déjà au moment de son élection à la présidence de la Diète, le Bernois Ulrich Ochsenbein avait promis de s'engager "pour l'honneur, la dignité et l'indépendance" de la Confédération.

Lorsque la Prusse, la Russie, l'Autriche-Hongrie et la France voulaient interdire aux Suisses de fonder un Etat fédéral, Jonas Furrer, originaire de Winterthur et qui fut par la suite le premier président de la Confédération, a répondu: "La Suisse indépendante continuera de se gouverner elle-même." Et d'ajouter que la Suisse est souveraine et neutre et que la manière dont elle règle ses affaires intérieures "ne peut être l'affaire d'autres Etats"⁴.

Avez-vous entendu de telles paroles de la bouche de nos conseillers fédéraux ces dernières années? En ce qui me concerne, je n'ai rien entendu. Pourtant, malgré mon grand âge, je ne crois pas être atteint de surdité de vieillesse!

En revanche, j'ai souvent entendu le contraire. On nous susurre que l'étranger ne nous comprend pas si nous n'agissons pas comme les autres pays. Mais pourquoi les autres pays doivent-ils nous comprendre?

Il faut, nous dit-on, d'abord voir ce que fait l'UE ou d'autres organisations internationales comme l'OCDE, l'OSCE, le CEDH pour ne citer que quelques-unes de ces drôles d'abréviations.

³ Arber Bullakaj startet Einbürgerungs-Initiative, Er will mehr Schweizer Pässe (Arber Bullakaj lance une initiative de naturalisation, il veut davantage de passeports suisses), dans: „Sonntagsblick“, 8.1.2023, p. 20–22.

⁴ Rolf Holenstein: Ochsenbein, Erfinder der modernen Schweiz (Ochsenbein, inventeur de la Suisse moderne), Bâle 2009, p. 293.

On ne cesse de nous dire qu'une quelconque organisation nous interdit ceci ou cela, désire, voire commande que nous fassions ceci ou cela. Voilà comment nous avons abouti dans une impasse. Mesdames et Messieurs, il faut que nous résolvions enfin nous-mêmes nos problèmes. Les autres ne sont pas plus intelligents que nous. Et surtout: nous et nos élus, nous sommes responsables.

C'est exactement de cette manière que les créateurs de la Constitution fédérale de 1848 ont vu les choses. Ulrich Ochsenbein, président de la Diète qui se tenait dans l'Eglise du Saint-Esprit à Berne, a fait suspendre ostensiblement derrière son siège les "tapis bourguignons", donc le butin de la bataille de 1476 lorsque les anciens Confédérés ont battu Charles le Téméraire à Grandson. Ce butin était bien visible de la tribune où avaient pris place les représentants étrangers. Ce fut le message qu'Ulrich Ochsenbein adressait à l'étranger, un message sans parole mais parfaitement clair: vous pouvez toujours tenter de vous mêler de nos affaires, voire intervenir militairement chez nous, mais gare à vous: il vous arrivera ce qui est arrivé au duc bourguignon Charles le Téméraire: à Grandson il a perdu ses biens, à Morat son courage, à Nancy son sang!"

C'était en 1848! Et aujourd'hui?

Depuis 1989 – donc depuis la chute du Mur de Berlin – on s'efforce d'éluder aussi bien le Pacte fédéral de 1291 que la Constitution fédérale de 1848. On méprise les deux.

Le lien entre les deux chartes a également été souligné par les pères fondateurs de 1848: "Au nom de Dieu Tout-Puissant", ce préambule figure aussi bien dans le Pacte fédéral de 1291 que dans la Constitution de 1848, dans la Constitution révisée de 1874 et dans la Constitution fédérale actuelle. Ce fut et c'est toujours la fière promesse qu'on ne veut pas se fier et se baser sur des détenteurs humains du pouvoir en tant qu'alliés ou, pour reprendre les termes du serment du Rütli imaginés par Friedrich Schiller: "Nous voulons faire confiance à Dieu Tout-Puissant et ne pas craindre le pouvoir des hommes."⁵

Les constituants de 1848 ont évoqué explicitement "l'époque des patriotes héroïques" de la Confédération.⁶ Pour eux, la nouvelle alliance était une confirmation du Pacte fédéral alors que le "sentiment de l'unité et de la nationalité" a été temporairement étouffé notamment par des "immixtions étrangères". Il était donc urgent pour ces hommes de rétablir une "Confédération globale".

Ulrich Ochsenbein, président de la Diète, a conclu son discours dans l'église du Saint-Esprit par les paroles suivantes: "Si l'in vraisemblable, une immixtion étrangère dans les affaires intérieures de la Confédération, devait être tenté, alors le monde doit savoir que la Suisse, forte de son bon droit, forte des sympathies que lui portent les peuples libres ou se battant pour leur liberté de par le monde, saura sacrifier ces

⁵ Friedrich Schiller: Wilhelm Tell, drame, première impression Tubingue 1804.

⁶ Allocution présidentielle d'Ulrich Ochsenbein lors de l'ouverture de la Diète, le 5 juillet 1847, dans: Edgar Bonjour: Die Gründung des Schweizerischen Bundesstaates (la fondation de l'Etat fédéral suisse, Bâle 1949, S. 213–220.

dernières forces et ses dernières gouttes de sang pour sauvegarder l'indépendance que lui ont acquise ses pères au cours de nombreuses rudes batailles et qu'elle saura transmettre ce bien précieux entre tous à ses enfants et petits-enfants comme un saint héritage. Que Dieu préserve notre chère patrie!"⁷

IV. Valeurs communes

Où donc sont les responsables de l'Etat qui savent encore que le modèle à succès suisse repose exclusivement sur l'indépendance et l'autodétermination? Ces gens fêtent certes la Constitution fédérale, mais se ruent ensuite à Bruxelles pour brader notre souveraineté.

Le quotidien libéral "NZZ" a relevé dans un article de fond que la Suisse et l'UE avaient des valeurs communes comme – je cite – l'"intolérance par rapport à la corruption". J'ai lu cet article juste au moment où une perquisition au domicile de la vice-présidente du Parlement européen – une socialiste grecque – a révélé la présence de billets de banque pour quelques centaines de milliers d'euros. Son partenaire, qui assure les contacts avec un socialiste italien et ancien parlementaire UE, a également été arrêté avec quelques centaines de milliers d'euros en liquide. Mesdames et Messieurs, toute personne réfléchissant aux causes de la corruption arrive à un résultat évident: des organisations de ce genre sont un terreau particulièrement fertile pour des corruptions de toutes sortes.

Les archives sont pleines de comptes rendus sur des scandales de corruption découverts au sein de l'UE.

Ces dysfonctionnements, ce marécage de corruption, cette "politique de la main ouverte" n'empêchent pas la Berne fédérale d'abandonner l'indépendance nationale de la Suisse au profit de Bruxelles. En y regardant de plus près et en écoutant attentivement, on comprend très vite que nonobstant la courageuse interruption des négociations sur l'accord-cadre avec l'UE, cette tendance est loin d'être abandonnée définitivement.

La décision de couper court à ces négociations était exemplaire – c'était un pas vers la sortie de l'impasse, mais les forces méprisant la patrie qui occupent les bancs des socialistes et des verts poursuivent leur travail de sape. ("C'est la malédiction de la mauvaise action que de générer continuellement du mauvais,"⁸ a écrit Friedrich Schiller).

On parle aujourd'hui en termes prétentieux d'"accords sectoriels". Le seul but de cette formulation est de dissimuler le fait que la Suisse s'apprête à nouveau à reprendre du droit étranger et à se soumettre à des juges étrangers.

⁷ Ibidem, S. 219–220.

⁸ Friedrich Schiller: Wallenstein (Trilogie), créé en 1796 –1799, première impression 1800.

Ces blancs-becs socialistes et écologistes justifient leurs violations de la Constitution par des phrases ronflantes et creuses dans le plus pur style intellectuel, convaincus qu'ils sont de tout savoir parce qu'ils ont traîné des années sur des bancs universitaires pour, dans le meilleur des cas, obtenir un diplôme, et parce qu'ils ont ensuite passé directement de l'auditoire à la salle du Conseil national, certaines en faisant un détour par une maternité! Leurs motifs de ne pas respecter les lois sont de moins en moins convaincants. Le vieil adage du monde agricole s'applique parfaitement à ces milieux:

«Solang man gackert wie ein Huhn, muss man nichts Konkretes tun.»
(Aussi longtemps que l'on caquète comme une poule, nul besoin d'agir concrètement.)

V. Que faut-il faire?

La situation est sérieuse, mais elle n'est pas désespérée. Il existe certes des situations dans la vie où les problèmes commencent à vous dépasser, qu'il s'agisse de la vie privée ou familiale, de la gestion de l'entreprise, du parti ou, justement, de tout le pays. Tout à coup on est pris dans un cul-de-sac.

Comment sortir d'une telle impasse? En tant que chef d'entreprise j'ai été impliquée dans plusieurs sociétés prises dans un cul-de-sac. Souvent je me suis posé la question de fond: que devons-nous faire pour ne pas crever? Tout le monde voit bien la situation désastreuse dans laquelle se trouve l'entreprise, mais dans un premier temps on tente d'enjoliver, les choses, on refuse de voir la réalité. C'est aussi le cas en Suisse. Deux exemples: l'immigration et l'approvisionnement électrique. Quand on ne peut plus nier la gravité de la situation, on cherche des fautifs. On donne la faute à tout et à n'importe quoi, les entreprises accusant le développement du marché, une guerre quelque part dans le monde, la force du franc suisse, les taux d'intérêt, le renchérissement, les produits inadaptés, etc. On accuse surtout des événements sur lesquels on n'a aucune influence. Puis il y a les éternels donneurs de leçons qui prétendent qu'ils ont toujours su que cela devait arriver. Mais ces lamentations stériles des managers et de leurs collaborateurs ne changent rien à la situation.

Ce constat vaut aussi pour notre pays quand il est pris dans une impasse. Il ne sert à rien de se lamenter. Ce qu'il faut dans de telles situations, c'est une direction ou, plus modestement, une bonne technique de direction.

Que signifie diriger?

"Diriger signifie identifier un problème, l'analyser, développer des variantes de solution, planifier et décider, puis réunir ses subordonnés autour de cet objectif commun afin de l'atteindre tous ensemble." A mon avis, il s'agit là d'une excellente définition de la direction. Je crois même qu'elle est de moi.⁹

⁹ Matthias Ackeret: «Das Blocher-Prinzip», 10e édition 2022.

Ce principe s'applique aussi bien à l'Etat qu'aux partis politiques. L'UDC du canton de Zurich peut en parler, elle qui a pris un nouveau départ dans les années 80 et 90 pour éviter sa disparition. Elle a procédé exactement selon cette règle – avec succès puisqu'elle est devenue le plus grand parti du canton.

Il est utile de savoir que ces instants où l'on croit tout perdu se produisent régulièrement dans le courant d'une vie. La devise d'Albert Anker m'a toujours donné courage dans ces situations: "Regarde, le monde n'est pas condamné!"

Attelons-nous à un travail de direction sérieux. Cette règle vaut pour tous les partis, donc aussi pour le nôtre. Le point de départ est toujours une analyse sans fard de la situation comme celle à laquelle nous avons procédé récemment à notre traditionnel séminaire de Bad Horn et que nous répétons ici pour la 35^e fois à notre congrès de l'Albisgüetli.

Voici le résumé de l'analyse de la situation de notre pays: la Suisse est prise dans une impasse de nombreux points de vue.

Nous avons dit dans quels domaines la Suisse est coincée. Mais comment nous sortir de cette impasse?

Comment allons-nous par exemple éliminer le stress dû à la promiscuité, une immigration devenue insupportable, la criminalité étrangère, la menace d'une pénurie d'énergie, l'échec du système Schengen-Dublin, le mépris de nos droits de la liberté, le minage des piliers de l'Etat, etc.?

Le risque est grand dans ces situations de se disperser et de s'enliser. Comme dans les entreprises qui vont mal, on se focalise parfois désespérément sur ses défauts et ses faiblesses au lieu d'identifier et de conserver ses forces, voire de les développer.

La Suisse présente de nombreuses faiblesses qui ont principalement leur origine durant les trente dernières années. On constate avec désespoir que la Suisse est petite et qu'elle n'a guère de ressources naturelles, qu'elle dépend de l'étranger et qu'elle est sous pression de l'étranger. Comme face aux mauvais développements dans l'économie, on cherche son salut à l'étranger, chez les autres. On commence à fusionner et on oublie qu'on a parfaitement les moyens de régler soi-même les problèmes.

Or, il ne s'agit pas aujourd'hui de se battre contre les faiblesses, mais au contraire d'identifier et de soutenir les forces de la Suisse. Dans notre pays, il est encore relativement simple de trouver ces forces. Elles sont évidentes:

- du point de vue économique et sociétal ainsi qu'en termes de qualité de la vie, la Suisse se trouve toujours aux premières places des classements internationaux, ce qui lui vaut régulièrement l'envie des autres pays.
- la Suisse a des racines profondes et solides comme le Pacte fédéral de 1291 et la Constitution fédérale de 1848. Peu de pays au monde ont duré 730 ans comme Confédération et 175 ans comme Etat fédéral.

- la Suisse est leader sur de nombreux marchés grâce à sa multitude d'entreprises économiquement saines.
- la Suisse avait encore il y a peu de temps un système scolaire exemplaire offrant une large formation au niveau primaire.
- la Suisse pratique un excellent système dual dans la formation professionnelle.
- la Suisse bénéficie d'un formidable approvisionnement énergétique. Elle est le château d'eau de l'Europe, elle possède des centrales nucléaires sûres et performantes et recherche de nouvelles ressources énergétiques. Encourageons cela!
- parmi les dix hautes écoles et institutions de recherche leaders du monde, on trouve, à côté d'établissements américains et anglais, les EPF de Zurich et de Lausanne, alors que l'UE brille par son absence dans ce classement.
- les citoyennes et citoyens participent à la gestion des affaires publiques. Ils ont leur mot à dire, constituent le législateur suprême et peuvent ainsi corriger des mauvais développements. Voilà pourquoi il y a moins d'agitation en Suisse que dans d'autres pays.
- la Suisse est championne du monde en matière d'intégration des étrangers – non pas moyennant un système étatique, mais grâce à l'action des citoyennes et citoyens dans leur vie quotidienne au domicile et au travail.

En analysant soigneusement la situation, vous trouverez encore bien d'autres forces. Il en existe de nombreuses, mais malheureusement certaines sont ensevelies, voire dégradées par des modes de vie superficiels et par un travail de sape et une opposition politique quasiment pubertaires. La bonne situation économique est sans doute une des causes de ces attitudes négatives.

Où en est l'UDC aujourd'hui?

C'est une évidence: si toute la Suisse est coincée dans une impasse, l'UDC l'est également. Alors sortons de ce cul-de-sac. Taillons dans le sac et vidons-le. Ne nous lamentons pas, ne nous plaignons pas de ce que nous n'avons pas atteint, voire d'une éventuelle mauvaise image. Ne nous préoccupons pas de notre image. Il faut soutenir les forces de la Suisse, mais aussi les forces de notre parti. Quelles sont les forces de notre parti?

- L'UDC a du succès et elle est bien dirigée. Je songe à deux exemples récents: l'UDC a réussi à faire aboutir seule le référendum contre la loi sur le gaspillage d'électricité. Un référendum lancé durant les fêtes de fin d'année et pendant une élection décisive pour la succession d'un conseiller fédéral démissionnaire: je dis bravo, Monsieur le Président Marco Chiesa, tanti auguri! Et nos félicitations au conseiller national valaisan Michael Graber. Son cri d'alarme à cause de signatures manquantes peu avant Noël fut un acte de direction excellent. Aucun autre parti n'aurait réussi un tel coup de force. Voilà du bon travail de direction.
- La manière dont notre parti a préparé et réalisé l'élection au Conseil fédéral après la démission d'Ueli Maurer était parfaite tant par sa conception démocratique que par son excellente organisation. Les organes du parti et du groupe parlementaire méritent de sincères éloges.
- L'UDC a été forcée durant les trente ans écoulés de se battre contre des mauvais développements aux effets désastreux. Elle a eu la force de le faire, encore un point fort exceptionnel.
- Une bonne direction et une action responsable comprennent également l'empêchement précoce de développements erronés, surtout durant les années de bonne conjoncture. Il faut alors avoir la force de dire "non". Dire "non" à des errements contraires à l'esprit suisse, c'est dire "oui" à une Suisse performante.

Mesdames et Messieurs, aux désespérés, aux résignés et aux démotivés parmi nous, je dis ceci: voyez donc les succès de l'UDC:

- la Suisse n'est pas membre de l'UE – grâce à l'UDC.
- selon un sondage de l'EPF, 84% des citoyennes et des citoyens – notamment les jeunes – ne veulent aujourd'hui plus adhérer à l'UE – grâce à la forte correction du cap opérée par l'UDC.
- les deux accords de type colonial, à savoir l'accord EEE de 1992 et l'accord-cadre, ont été refusés. Aussi bien dans l'EEE que par le biais de l'accord-cadre, la Suisse aurait été contrainte de céder sa législation et sa juridiction à Bruxelles. Quels étaient les termes de l'accord-cadre? "La Cour de justice UE décide définitivement." Or, les deux accords, l'EEE et l'accord-cadre, ont échoué. Où donc la Suisse serait-elle sans l'UDC?
- l'UDC a eu du succès avec ses initiatives contre l'immigration de masse et pour le renvoi des étrangers criminels. Idem avec l'initiative du conseiller national Walter Wobmann contre les minarets et l'initiative interdisant de se dissimuler le visage. Grâce à de nombreux référendums, par exemple contre la loi sur le CO2 ou contre la vignette autoroutière, nous avons réussi à empêcher de graves erreurs. Nous avons combattu seul avec succès le projet d'article sur le subventionnement par l'Etat des mères et des enfants.

D'autres objectifs utiles ont été atteints grâce à la collaboration avec nos partenaires de droite. Songez au sauvetage de l'AVS!

- Mesdames et Messieurs, il reste certes encore beaucoup de choses à corriger, mais nous constatons que nous disposons toujours d'une base solide sur laquelle nous pouvons bâtir. Nous atteindrons alors nos objectifs.

Mesdames et Messieurs, nous avons été surpris d'observer ces derniers temps quelques lueurs d'espoir en apprenant que nous ne sommes plus seuls avec notre appréciation de la situation. Récemment, le quotidien zurichois NZZ, qui d'habitude considère la libre circulation des personnes comme une règle sacro-sainte, a publié le titre suivant: "La Suisse grandit dans le sens de la largeur".¹⁰ En clair, la Suisse connaît aujourd'hui une croissance quantitative et non plus qualitative.

Même rédacteur en chef s'est senti obligé d'intervenir (traduction de l'allemand): "Les politiciens peignent en rose un monde qui ne comprendrait que des migrants bien formés. En vérité, il existe des milieux dans lesquels l'intégration a échoué. Or, depuis des décennies on refuse de voir cette situation, parce que c'est plus confortable."¹¹ Ma question à la NZZ: c'est qui "on"? Certainement pas l'UDC!

Au début de cette année, le magazine dominical "Sonntagszeitung" a écrit ce qui suit en grandes lettres: "Bienvenue dans la Suisse à 9 millions d'habitants".¹² Un professeur d'histoire y relève que la Suisse fait venir plus de monde que ce dont elle a effectivement besoin.¹³

De nombreuses réactions semblables nous parviennent des milieux économiques.

Tout à coup certains s'éveillent et jettent un regard plus objectif sur l'immigration, le chaos de l'asile et la criminalité étrangère. On entend même s'exprimer dans ce sens des élus d'autres tendances politiques. J'ai de fréquents contacts avec des politiciens d'autres partis. Cela dit, il faut attendre les élections de cette année. Voilà la seule manière de constater si ces nouvelles prises de position sont sérieuses ou si elles relèvent de la tactique électorale, leurs auteurs retrouvant au lendemain du scrutin la même attitude de laisser-faire que précédemment.

Tous les pays d'Europe peuvent constater que les conventions de Schengen-Dublin ne fonctionnent pas en réalité, mais ils craignent de le dire ouvertement. Dans une telle situation, il faut que quelqu'un crie la vérité, ouvre une brèche, taille dans le cul-de-sac! Il faut pouvoir discuter de nouvelles alternatives.

¹⁰ Thomas Fuster: Die Schweiz wächst in die Breite, Betrachtet man die Zunahme der Wirtschaftskraft pro Kopf, vermag die heimische Leistung nicht zu überzeugen (la Suisse croit dans le sens de la largeur; en observant l'augmentation de la force économique, la performance nationale n'est pas convaincante), dans: NZZ, 10.12.2022, p. 25.

¹¹ Eric Gujer: Migration schafft Konflikte (la migration crée des conflits), dans: NZZ, 7.1.2023, p. 1.

¹² Rico Bandle: Willkommen in der 9-Millionen-Schweiz (bienvenue dans la Suisse à 9 millions d'habitants), dans: «Sonntagszeitung», 1.1.2023, p. 2–3.

¹³ Interview avec Tobias Straumann, dans: «Sonntagszeitung», 1.1.2023, p. 5.

Peut-être qu'après les campagnes électorales de 2023 nous pourrons nous attaquer aux grands problèmes avec nos alliés politiques. Il ne s'agit pas seulement de la migration et de la question énergétique, mais aussi du problème des primes d'assurance-maladie, de la situation dans les hôpitaux, des expulsions non exécutées, de l'école intégrative, etc. Une nouvelle approche suisse et positive est aussi nécessaire en politique européenne – et non pas une adaptation et une soumission à l'UE.

C'est une tâche importante que de dire "non" à des développements négatifs et c'est une des grandes tâches de notre parti. Voilà la force de direction de l'UDC!

Mesdames et Messieurs, l'UDC est présente au gouvernement national avec deux conseillers fédéraux. C'est une tâche exigeante que de diriger la Suisse en soutenant un renouvellement nécessaire du pays tout en empêchant des développements erronés.

Il serait temps que le Conseil fédéral fasse preuve de courage, qu'il tape sur la table et dise à haute et intelligible voix devant les Etats membres des accords de Schengen-Dublin: "Ce système ne fonctionne pas et la preuve est facile à faire. Vous pouvez tous vous en rendre compte. Voilà pourquoi la Suisse déclare l'état de crise et assure désormais elle-même la protection de ses frontières. La Suisse invite tous les Etats Schengen-Dublin à mettre fin à ce projet échoué." Je suis persuadé que notre intervention trouverait un large soutien et que la Suisse pourrait agir en brise-glace. Non seulement la Suisse, mais les Etats UE respireraient plus facilement.

Mesdames et Messieurs, deux points sont aujourd'hui prioritaires:

1. Nous devons dire à haute et intelligible voix "non" aux mauvais développements et "oui" aux forces de la Suisse.
2. Nous devons gagner en 2023 les élections contre les socialistes et les Verts, voilà la seule manière de sortir la Suisse de l'impasse où elle s'enfoncé.

VI. Elections zurichoises

Oui, les élections sont très importantes, car elles désignent le personnel de direction pour les quatre années à venir.

Les principaux dysfonctionnements dans notre pays concernent certes la politique fédérale, mais nous aurons l'occasion ces prochains jours déjà lors d'élections cantonales de choisir et d'indiquer la voie de la liberté et de la sécurité. Ce sera le cas dans le canton le plus peuplé et économiquement le plus important de Suisse, c'est-à-dire celui de Zurich: un emploi sur cinq de notre pays se trouve dans le canton de Zurich; ce dernier contribue à raison de 40% à la péréquation financière.

Nous autres Zurichois, nous devons déposer la liste numéro 1. Les personnes figurant sur la liste 1 UDC nous permettront de tailler dans le cul-de-sac et de sortir de l'impasse.

Il est tout aussi important que, conformément à la tradition, les forces de droite serrent les rangs pour l'élection au gouvernement.

L'UDC dépêche ses deux conseillers d'Etat qui ont fait leurs preuves, Ernst Stocker et Natalie Rickli. Ils méritent d'être réélus grâce leur excellent travail au sein de l'exécutif cantonal.

Nous soutenons aussi les trois autres candidats de droite au Conseil d'Etat: Silvia Steiner du Parti du Centre ainsi que Carmen Walker Späh et Peter Grünenfelder du PLR.

Toutes ces personnes sont présentes ce soir.

Nous avons toujours réussi jusqu'à ce jour à constituer un gouvernement de droite dans le canton de Zurich. Voilà pourquoi notre canton est en meilleure position comparativement à d'autres cantons. Il faut que nous réussissions à nouveau. Dans le cas contraire, nous devons faire face à des dysfonctionnements comme le gouvernement écolo-socialiste de ville de Zurich nous en fait quotidiennement la démonstration.

Mesdames et Messieurs, ne nous relâchons pas dans nos efforts! Faisons confiance au peuple, à ces politiciennes et politiciens qui visent le bien-être du peuple et non pas le leur. La Suisse est trop importante à nos yeux pour que nous la laissions uniquement aux mains des politiques.

- Es lebe die Schweiz!
- Vive la Suisse!
- Viva la Svizzera!
- Viva la Svizra!

Je vous souhaite à toutes et à tous une excellente année 2023!